

LES SYNDICATS ET LA LUTTE CONTRE L'O.A.S.

par Maurice COMBES



Après la répression du 8 février, révolte à la Régie Renault (ADJP.)

ALORS que l'accord entre le gouvernement français et le G.P.R.A. pour le cessez-le-feu se trouve confirmé, il est intéressant d'étudier la position prise ces dernières semaines par les différentes centrales syndicales concernant la lutte contre l'O.A.S., la façon dont chacune d'elles entend s'opposer aux factieux qui vont jouer leur dernière carte en s'efforçant de saboter la paix.

Aussi bien le 19 décembre que le 8 février, les syndicats ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation des forces de gauche contre le fascisme. Cependant, des divergences de vues existent, notamment en ce qui concerne la collaboration avec les communistes, fût-ce pour lutter contre l'O.A.S. Ces divergences se sont exprimées lors des pourparlers entre partis

et syndicats appartenant à la gauche non communiste, pourparlers auxquels le P.S.U. a participé. Le « dîner de l'Alma » qui a réuni certains des dirigeants des centrales « libres » aux côtés d'hommes politiques de la IV^e République a montré que le front antifasciste pouvait comporter des brèches fort dangereuses.

Il demeure toutefois l'engagement pris par la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.N.E.F. et la F.E.N. de s'opposer par la grève générale à une nouvelle tentative de putsch. Il est probable d'autre part, que F.O. s'associerait au mouvement, comme au moment des Barricades et du 22 avril. Il est clair que l'ensemble des organisations syndicales ont une responsabilité très importante à assumer dans la mobilisation psychologique de

l'opinion afin de prévenir un coup de force des factieux ou de se préparer à y faire face.

La C.G.T. et l'unité à la base

La plus importante des centrales syndicales, la C.G.T., a souvent montré une volonté d'alignement sur les positions du P.C. qui ne pouvait que renforcer la méfiance des autres organisations à son égard. C'est ainsi que le 27 octobre 1960, elle avait refusé, comme le P.C., de servir de « force d'appoint » aux manifestations dont l'U.N.E.F. avait pris l'initiative, en particulier à Paris. C'est ainsi que le 6 et le 12 décembre dernier, elle s'était associée sans discussion aux initiatives unilatérales du Mouvement de la Paix et du P.C. Cependant, le 19 décembre et le 8 février, elle acceptait une action concertée avec d'autres organisations syndicales. Cette attitude positive devait grandement contribuer au succès des deux journées.

Toutefois, les vieux dirigeants staliniens du P.C. et de la C.G.T. conservent des réticences à l'égard du Front syndical commun où ils se sentent minoritaires. Ils préféreraient « l'unité à la base », c'est-à-dire l'unité se réalisant derrière eux grâce au débordement des dirigeants non communistes par leurs troupes. Et, bien que ce soit la C.F.T.C. qui adopte les positions les plus proches de celles de la C.G.T., c'est surtout en direction de F.O. que sont lancées ces tentatives de débordement. Il est vrai que le caractère timoré des dirigeants de cette centrale, leur répugnance à l'action de masses, ne peuvent qu'inciter les dirigeants communistes de la C.G.T. à tenter de rompre le mur de l'anticommunisme en faisant appel aux adhérents les plus combatifs de F.O. C'est ce qu'ils ont fait après le 19 décembre par une adresse aux militants F.O. qui n'a pas été appréciée par tous les syndicats C.G.T. Ce document a d'ailleurs permis à Bothereau de dénoncer auprès de ses camarades les « **appels à la désertion lancés par les cégétocommunistes** ».

Significative de l'état d'esprit de ceux-ci est l'interview accordée en janvier à « Témoignage Chrétien » par Léon Mauvais. Le secrétaire de la C.G.T. déclarait notamment ceci : « **En multipliant les initiatives, nous arriverons à atteindre nos objectifs. En 1940, dans une lettre à Bertrand, Bothereau expliquait qu'en 1935, « le courant d'unité avait été tel qu'il (allait se soumettre ou se démettre) » et qu'il s'était soumis pour sauver les meubles. Pourquoi ne voudriez-vous pas que ce qui s'est passé antérieurement ne se renouvelle pas ?... »**

C'est que, précisément, l'histoire ne se renouvelle pas. Tout en déplorant l'attitude de division prise par F.O. dans la lutte antifasciste, on ne le répétera jamais assez : nous ne sommes plus en 1934, l'antifascisme lui-même ne peut assurer l'unité ouvrière sans qu'un rapprochement intervienne pour des objectifs à plus long terme — ce qui est souhaitable mais n'est pas pour demain.

A cet égard, il convient de souligner que les comités antifascistes créés par le P.C. et la C.G.T. dans les entreprises n'ont guère de vie réelle — à défaut de l'accord d'autres organisations syndicales. Ceci est d'autant plus regrettable que, sur le fond, la C.G.T. a une position très nette.

F.O. et l'exclusive anticommuniste

Il n'y a pas que les dirigeants de la C.G.T. qui se croient en 1934. Ceux de F.O. sont également tournés vers le passé et ont pour souci majeur de détourner leurs troupes des entreprises de séduction cégétistes. D'où la condamnation par Bothereau de l'« unité d'action alimentaire », pourtant inévitable, et plus nettement encore de l'« unité d'action politique ».

L'antifascisme des dirigeants de F.O. ne doit pas être mis en doute, mais ils croient au moins autant, sinon plus, au « danger communiste ». Ainsi que nous l'avons déjà montré dans ce journal, pour eux, l'effondrement de la IV^e République ne résulte pas du caractère archaïque de ce régime et des fautes commises par ses dirigeants, il est la conséquence d'un affreux complot tramé à la fois par l'extrême-droite et... par l'extrême-gauche, qui veulent attenter également à la vie de la V^e. C'est pourquoi, bien que le dernier congrès confédéral ait condamné l'O.A.S. à une large majorité, les dirigeants F.O. s'obstinent dans une lutte « sur deux fronts ». Une récente lettre adressée aux militants de la centrale dénonce « **la conjonction hostile des éléments de droite et de gauche ayant strangulé la IV^e République et qui veulent en faire autant de la V^e** ». C'est une position analogue à celle de Guy Mollet, à celle de l'U.N.R. et du pouvoir gaulliste. C'est une position qui fait le jeu de l'O.A.S.

Dans la lettre dont nous venons de parler, le Bureau confédéral de F.O. motive son refus de participer à l'arrêt de travail du 19 décembre par le fait que la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F. s'étaient mises d'accord avec la C.G.T. avant de consulter F.O. Il indique d'autre part que l'U.D.-F.O. de la région parisienne a pris position pour la grève mais

non pour la manifestation qui, selon lui, devait être exploitée par le P.C. pour susciter des incidents (rappelons, toutefois, que l'U.D. de la R.P. avait participé au 27 octobre malgré l'avis contraire de la direction confédérale). Autre affirmation dangereuse contenue dans cette lettre aux secrétaires de syndicats : « **L'O.A.S. n'est pas une organisation politique mais militaire** ». C'est à notre avis méconnaître le caractère véritable de l'O.A.S. qui est une organisation à la fois politique et militaire, qui use de la violence comme moyen d'intimidation mais qui n'a des chances réelles de parvenir à ses fins que par des moyens politiques. D'où la nécessité d'une action avant tout psychologique dirigée contre elle ; c'est un point sur lequel les divergences apparaissent clairement lors des pourparlers de la gauche non communiste entre les dirigeants F.O. et le P.S.U. à qui il était reproché par ailleurs de vouloir jouer un rôle de « charnière » entre le P.C. et la gauche démocratique.

Les positions que nous venons d'analyser ne sont toutefois pas celles de l'ensemble des militants F.O. C'est ainsi que l'importante fédération des Industries Chimiques s'était prononcée pour la participation, le 19 décembre, à la grève et aux manifestations prévues. Il en est résulté une controverse entre Bothereau et le secrétaire général de cette fédération, Maurice Labi, dont nous avons parlé ici (1).

Il est vrai que la minorité F.O. demeure insuffisamment organisée et trop incohérente dans ses positions pour influencer notablement l'attitude de la centrale. Par exemple, l'U.D. de la Loire, qui passe pour minoritaire et avait participé au 19 décembre, n'a pas signé au mois de janvier une déclaration anti-O.A.S. approuvée par l'ensemble des syndicats et des partis de gauche du département.

Force Ouvrière est ainsi le point faible du Front syndical antifasciste.

Le tournant à gauche de la C.F.T.C.

Lorsqu'il fut question, à l'automne dernier, de « désengagement » de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T., on se réjouit à F.O. de ce que « le torchon brûle » entre la C.G.T. et la centrale chrétienne. En fait, le « désengagement » de la C.F.T.C. était motivé par le souci de prendre ses distances avec la C.G.T. au moment où la situation internationale s'aggravait en raison de la crise de Berlin aussi bien que par le souci de ne pas favoriser la contre-offensive de la droite cléricale au sein de la centrale. Cette opération spectaculaire avait surtout une valeur de propagande. Elle devait s'accompagner d'un

tournant à gauche d'autant plus facile à prendre que la perspective de la paix en Algérie rendait l'O.A.S. plus menaçante.

Il faut aussi considérer qu'il existe d'une part à la C.F.T.C., même chez ses éléments modérés, une solide tradition antifasciste issue des luttes de la Résistance et que, d'autre part, l'anticommunisme y est moins grand qu'à F.O. Par ailleurs, (il y a) une minorité de gauche, représentée surtout par la Fédération des Industries Chimiques et par le S.G.E.N., qui n'a jamais cessé de préconiser l'unité d'action avec les communistes contre le fascisme et qui condamne fermement toute formule de regroupement centriste de caractère politico-syndical. Le bulletin « Reconstruction », dont nous avons déjà étudié les positions (2), est l'expression remarquable de ce courant. Dans un supplément consacré au 19 décembre — qui devait marquer le tournant à gauche de la C.F.T.C. — « Reconstruction » s'employait à réfuter les arguments de ceux qui, avec Guy Mollet, affirment que l'action commune contre le fascisme avec le P.C. et la C.G.T. fait le jeu des activistes civils et militaires : « On a, dans divers milieux, entendu cet argument ces derniers mois ; il méconnaît plusieurs données du problème de l'action antifasciste en France :

—Le « réflexe de défense commun » que l'agression O.A.S. provoque chez les militants communistes et non communistes ;

—Le double fait que la crainte d'échouer chez les soutiens virtuels de l'activisme dans l'armée, et l'espoir de leur faire échec chez leurs adversaires de la même armée (contingent et officiers) ne peuvent avoir, l'une et l'autre, de motif plus solide que l'existence manifeste d'un Front syndical capable de mener une grève générale... ».

Soulignons que ce Front syndical est impensable sans la participation de la C.G.T.

On sait, d'autre part, le rôle qu'a joué l'U.D.-C.F.T.C. de la région parisienne dans la manifestation du 8 février. Il convient de noter également que cette UD. a recommandé à ses militants de ne pas participer à des « organismes irresponsables » mais à « des comités (antifascistes) exclusivement syndicaux dans les entreprises et des comités de liaison entre les organisations politiques et diverses au plan local ». D'où de nouvelles controverses avec la C.G.T. Par ailleurs, la C.F.T.C. entend limiter l'action commune avec la C.G.T. à la lutte antifasciste mais non à la construction d'une démocratie économique et sociale. Encore, lors des pourparlers de la gauche non-communiste, les représentants de la C.F.T.C. étaient-ils partisans d'un accord entre les participants afin d'engager ensuite le dialogue avec la C.G.T. sur les moyens de combattre ensemble l'O.A.S. Leur refus de cautionner une opération

anticommuniste animée par la S.F.I.O. devait toutefois, après le retrait du P.S.U., entraîner la non-participation de la F.E.N. et même de F.O. Sur un plan constructif, les dirigeants de la C.F.T.C. se montrent plus préoccupés de l'éventualité d'un « vide politique » que ceux de la C.G.T. pour lesquels « l'action des masses » suffit à tout, et que ceux de F.O. rompus aux combinaisons des vieux états-majors. Eugène Descamps va même jusqu'à préconiser ouvertement une prise de responsabilité politique des syndicats.

Ce que l'on peut dire, c'est que l'engagement politique est une nécessité et que l'apolitisme peut couvrir bien des compromissions, mais que les syndicats ne sauraient prétendre sans danger se substituer aux partis. Il suffit qu'ils passent avec ceux-ci des accords sur un pied d'égalité. Cette conception n'est évidemment pas celle des dirigeants des vieux partis qui recherchent des cautions syndicales pour appliquer une politique de rénovation de la IV^e République.

En dépit des ambiguïtés de la position confédérale, la C.F.T.C. éprouve de la répugnance à s'engager dans cette voie. C'est pourquoi Levard a dû déclarer qu'il avait participé à titre personnel au « dîner de l'Alma » et « **sans qu'il soit question d'un quelconque engagement de la part de la C.F.T.C.** ».

La fédération des Industries Chimiques — qui, comme celle de F.O. a une position en flèche dans la centrale — a condamné vivement toute tentative de résurrection de la « Troisième force ».

L'ensemble de la centrale n'a sans doute pas un point de vue aussi net et le risque d'un glissement de la C.F.T.C. sur des positions de type centriste n'est pas à exclure. Cependant, si la C.F.T.C. multiplie les contacts avec les syndicats « libres » pour définir une plateforme commune sur le plan économique et social, elle ne jette aucune exclusive contre la C.G.T. en ce qui concerne la lutte contre l'O.A.S.

Luttes de tendances à la F.E.N.

Il fut un temps où les dirigeants de la F.E.N. déploraient que la C.F.T.C. se prononce pour le « désengagement » à l'égard de la C.G.T. Depuis lors, il est incontestable que la C.F.T.C. a tourné la F.E.N. sur sa gauche pour ce qui est de la lutte antifasciste.

Sans doute, le 19 décembre, la F.E.N. s'était mise d'accord avec la C.F.T.C. et l'U.N.E.F. pour appeler à la grève en même temps que la C.G.T., mais à Paris, seul le S.N.E.S. avait soutenu la manifestation de rue. Le 8 février également, la F.E.N. n'avait pas invité ses

adhérents à manifester.

La F.E.N. est, en grande partie, influencée par le S.N.I., la plus puissante des organisations constituantes, celle aussi où les luttes de tendances sont les plus vives et où les molletistes ont conservé des positions relativement importantes. Les dirigeants du S.N.I. sont d'autant plus réticents à l'action commune avec la C.G.T. qu'ils s'opposent à l'intérieur du syndicat à la minorité communiste qui se livre fréquemment contre eux à des attaques violentes, les accusant notamment d'avoir partie liée avec Guy Mollet et les hommes de l'Aima (en dépit de leur absence à ce dîner fameux)...

En fait, la direction du S.N.I. a montré son indépendance à l'égard de la cité Malesherbes, en particulier lorsqu'elle a préconisé le « non » au référendum de 1958, mais elle n'en demeure pas moins très soucieuse de ménager la S.F.I.O. qui influence beaucoup d'adhérents.

Il faut ajouter qu'au S.N.E.S. et au S.N.E.T., les tendances sont moins figées qu'au S.N.I., l'influence molletiste et l'influence stalinienne y étant moins grandes, une partie des ex-majoritaires et des ex-cégétistes ont vu leurs points de vue se rapprocher et sont très favorables à une action antifasciste de l'ensemble des forces de gauche.

Quoi qu'il en soit, la F.E.N. a souvent joué un rôle très positif dans la lutte antifasciste et elle sert souvent de charnière dans les départements entre les différentes organisations syndicales. Les préventions à l'égard de la C.F.T.C. ont notablement diminué. La F.E.N. a pris des positions communes avec cette organisation et avec l'U.N.E.F. le 27 octobre et le 19 décembre. Après le 8 février, la F.E.N. avait décidé, avec la C.F.T.C. et F.O., le principe d'un arrêt de travail pour le 12, mais s'est finalement prononcée pour une grève de 24 heures le 13, jour des obsèques des victimes (un représentant de la F.E.N. prenant d'ailleurs la parole à la cérémonie).

La prudence de l'U.N.E.F. et du C.N.J.A.

On sait le rôle joué par l'U.N.E.F. le 27 octobre 1960. Depuis lors, l'Union Nationale des Etudiants de France a participé à toutes les manifestations antifascistes, en particulier à la journée de protestation universitaire organisée par la F.E.N., le 6 février dernier.

Cependant, l'U.N.E.F. déplore souvent que les conditions « idéales » du 27 octobre ne se retrouvent plus et que les divisions persistent entre syndicats et partis de gauche. Ce fut notamment le cas lorsqu'il s'agit de protester

contre la répression du 8 février. Par ailleurs, l'U.N.E.F. a joué un rôle effacé dans les pourparlers de la gauche non communiste (tout en cessant d'y participer lorsque le P.S.U. se fut retiré). Ses dirigeants sont d'autant plus enclins à la prudence qu'il n'y a pas d'unanimité au sein de l'organisation sur les problèmes politiques et qu'elle est soumise à la concurrence de la F.N.E.F. suscitée par le pouvoir gaulliste au nom de... l'apolitisme. En dépit de cette prudence, la résolution votée par la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. précise que celle-ci et les A.G. « **ont vocation à exprimer les aspirations du monde étudiant et à traduire dans un cadre qui préserve la liberté d'appréciation et de décision du mouvement, la volonté des étudiants de voir cesser la guerre d'Algérie et les menaces qui pèsent sur la démocratie** ». Par ailleurs, la résolution réaffirme « **au moment où s'opèrent des tentatives de regroupement politique, la nécessité pour l'U.N.E.F. d'agir dans un cadre d'unité syndicale ne comportant aucune exclusive** ».

A noter toutefois que sept A.G. de tendance « apolitique » n'ont pas pris part au vote.

Le Cercle National des Jeunes Agriculteurs est conduit, lui aussi, à faire preuve de prudence en ce qui concerne les prises de position politiques, la prise de conscience politique de ses adhérents pour être réelle n'en étant pas moins plus lente que celle des syndicats ouvriers. C'est ce que M. Debatisse, secrétaire général du C.N.J.A., expliquait à un envoyé de « *Témoignage Chrétien* » venu l'interroger : « **Notre organisation n'est pas semblable à des syndicats tels que la C.F.T.C., F.O. ou la C.G.T. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons inefficaces. Mais nous devons être prudents en ce qui concerne toute prise de position politique. Nous avons peut-être dans nos rangs des... militants pro-O.A.S.** »

Il convient de remarquer toutefois que cette prudence n'a pas empêché Debatisse d'assister au « dîner de l'Alma ».

En ce qui concerne l'O.A.S., Debatisse considérait dans son interview à « *T.C.* » qu'il s'agit d'un « **mouvement politique visant à instaurer un régime totalitaire en métropole** » et il ajoutait avec raison : « **On peut organiser autant de réseaux clandestins que l'on voudra, si l'on ne met rien en œuvre pour que les gens puissent acquérir le sens de la démocratie, cela ne servira à rien.** »

Ce qu'on peut affirmer, c'est que l'U.N.E.F., en dépit de sa prudence sur le plan politique, a été et continue d'être à la pointe du combat antifasciste. « La journée du 13 février, soulignait Dominique Wallon, a d'ailleurs montré une nouvelle fois que les syndicats étaient les plus capables de mobiliser l'opinion.

Dans le cas où l'O.A.S. tenterait de saboter la paix, c'est encore eux qui devront prendre l'initiative de déclencher une réaction populaire en France. » Quant au C.N.J.A., Debatisse n'était pas moins net dans son interview à « *Témoignage Chrétien* » : « **Lorsqu'il s'agira de défendre la démocratie, la majorité acceptera nos directives. Et on aurait tort de sous-estimer nos forces. Si le syndicalisme ouvrier peut organiser facilement des meetings, des manifestations de rues du jour au lendemain, il ne faut pas oublier qu'il n'a de prise que sur les villes. Nous, nous occupons l'ensemble du territoire.** »

Le Front Syndical commun dans les départements

Cette étude serait incomplète si nous nous contentions d'examiner les prises de position du sommet. A la base, dans les départements, les organisations syndicales se préoccupent également de la lutte antifasciste et ont de fréquents contacts à ce sujet. De nombreuses manifestations communes ont eu lieu à l'occasion du 19 décembre ou, depuis lors, à la suite de plastiquages. Elles ont été rendues possibles par des contacts temporaires ou permanents. Le P.C. et le P.S.U. s'associent presque toujours à ces manifestations. C'est aussi parfois le cas de la S.F.I.O., plus rarement du parti radical et du M.R.P. Force Ouvrière s'abstient très souvent. Rares sont les manifestations où l'on peut noter sa participation comme à Evreux le 19 décembre, à Lons-le-Saulnier le 14 janvier, à Douai, après le plastiquage de notre camarade Roussier ou Asnières, après l'explosion à la Bourse du Travail. La non-participation de la C.F.T.C. et de la F.E.N. est beaucoup plus rare. On notera à la fois celle de F.O. et de la C.F.T.C. le 19 décembre dans le Finistère.

Le plus souvent, le Front syndical commun est constitué par la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., auxquelles se joint l'U.N.E.F. dans les villes universitaires (d'où des manifestations importantes, le 19 décembre, à Angers, Dijon, Tours).

Il va de soi que les accords réalisés peuvent être parfois remis en question et que des divergences peuvent continuer à se manifester au sein des organisations participantes. Cependant, les préoccupations antifascistes des dirigeants des centrales sont largement partagées par la base, même si à F.O. l'exclusive anticommuniste y est à peine moins forte qu'au sommet. On peut affirmer que, dans

tout le pays, les syndicats sont disposés à une action commune étendue aux partis de gauche afin de barrer la route à l'O.A.S. La grève du 12 mars a été la dernière manifestation importante de cette volonté.

Deux conceptions

A travers toutes ces prises de positions, deux conceptions de la lutte antifasciste se dégagent clairement. L'une est celle de la S.F.I.O. dans sa majorité, de F.O., de la droite de la C.F.T.C., d'une partie de la F.E.N. Elle entend exclure le P.C. et la C.G.T. et s'opposer à l'O.A.S. dans la perspective d'un regroupement centriste et pré-électoral. La seconde — qui est la nôtre — est partagée par les éléments novateurs et dynamiques de toutes les centrales : elle consiste à réaliser l'union sans exclusive contre le fascisme et à mobiliser l'opinion

publique contre l'O.A.S.

Dans le premier cas, l'insuffisance des forces mises en œuvre, le manque d'imagination, l'opportunisme des partisans d'une nouvelle « Troisième force » comportent à terme le risque d'un compromis passé avec l'O.A.S. — compromis dont Guy Mollet lui-même a pourtant souligné les dangers. Dans le second cas, il s'agit de surmonter les vieilles querelles pour mener la lutte contre le fascisme, sur un pied d'égalité et sans demander à personne de renier sa personnalité. Il s'agit d'ébaucher le Front socialiste et de préparer la démocratie de demain.

(1) Cf. « Tribune Socialiste » n° 84 du 15-1-62.

(2) Cf. « Tribune Socialiste » n° 83 du 6-1-62.

__Controverse C.F.T.C. - C.G.T.__

L'UNION régionale parisienne des syndicats C.F.T.C. vient de publier, à l'usage de ses militants, le bilan de l'activité qu'elle a déployée depuis deux mois pour réaliser l'action commune intersyndicale contre l'O.A.S. et le fascisme.

Dès le 23 janvier, les syndicats G.F.T.C. proposaient à l'U.D.-C.G.T. d'organiser la lutte des travailleurs sur une base syndicale, les syndicats P.O. étant tenus au courant de cette démarche. Le 30 janvier, au cours d'une première réunion commune, la C.G.T. refusa de reconnaître la priorité à la responsabilité des organisations syndicales pour la lutte contre le fascisme au sein des entreprises. Les conversations, stoppées par les événements du 7 février, ne reprirent, sur l'instance de la C.F.T.C., que le 1^{er} mars, après avoir été renvoyées deux fois sur la demande de la C.G.T.

Alors que la C.F.T.C. proposait un texte de protocole pour la constitution de comités intersyndicaux, la C.G.T. désirait se limiter à lancer un « appel aux travailleurs » qui ne préciserait aucune modalité d'action. Les syndicats chrétiens acceptèrent le principe de l'appel proposé à la condition qu'il débouche sur du concret : la reconnaissance et le fonctionnement des comités intersyndicaux. *Le 2 mars, la C.G.T. refusait purement et simplement l'organisation de l'action commune intersyndicale.*

Cet échec met en lumière deux conceptions de l'action commune :

—La C.G.T. considère que la lutte contre le fascisme doit être menée par des comités fonctionnant selon les règles définies par la « base » sans accepter aucune discipline d'organisation extérieure. Ces comités doivent avoir une indépendance d'action totale leur permettant, si besoin est, de décréter la grève générale !

—Les dirigeants C.F.T.C. considèrent, à juste titre, que l'unité d'action, pour être efficace, doit être institutionnelle et que les syndicats, organismes représentatifs des travailleurs, doivent sur le plan des entreprises en avoir la direction et la responsabilité.

Cette unité d'action organique est dans l'état actuel du mouvement ouvrier français la seule possible et la seule efficace. La seule possible car les organisations syndicales autres que la C.G.T. et *la totalité de leurs militants* n'accepteront pas de se laisser déborder par des comités irresponsables et imposer une politique qui ne sera pas le résultat des discussions intervenues entre les organismes *élus*. La seule efficace car permettant seule l'engagement total sur des positions et avec des objectifs définis après discussion et acceptés sans réticence aucune par tous les participants.

La tactique des éléments communistes de la C.G.T. qui ont imposé la rupture des discussions et l'échec de l'action commune intersyndicale n'est pas nouvelle. A des périodes diverses, les « comités de base » lancés par des organisations du P.C. se sont plus ou moins développés. Quel qu'en fût leur

objet, le résultat obtenu a toujours été identique : il a renforcé les préventions profondes existant à rencontre de l'unité avec le P.C. et la C.G.T. Cherchant à déborder les organisations politiques et syndicales non communistes, à mettre en contradiction les militants et leurs leaders — quand on ne cherchait pas à les faire mettre en accusation publique — les « comités de base » ont été dans de trop nombreux cas un facteur de division et d'inefficacité. La majorité des travailleurs français qui cotisent à une organisation syndicale ouvrière ou paysanne le

font à une organisation non communiste. Du 27 octobre 1960 au 13 février 1962, celle-ci a montré la place importante qu'elle occupait dans l'action.

Vouloir ignorer cela, vouloir imposer des vues qui sont étrangères à la majorité des éventuels partenaires, c'est, en définitive, faire d'abord le jeu de l'adversaire. C'est ce que les dirigeants de l'U.D.-C.G.T. de la Seine ne paraissent pas encore avoir compris.

L. H.